

Quelques pauvres parlent :

«Personne n'entend les pauvres. Les riches, eux, ils se font entendre.»
(groupe de discussion, Égypte)

»

«La pauvreté, c'est l'humiliation, l'impression qu'on dépend, qu'on est forcé de supporter la grossièreté, les insultes et l'indifférence quand on demande de l'aide.»
(une Lettone)

»

«Quand les pauvres et les riches veulent obtenir le même service, les riches passent toujours avant.»
(groupe de discussion, Kenya)



Silence et impuissance : le lot des pauvres

Deepa Narayan

LES PAUVRES voient les choses d'un œil différent. Une enquête menée par la Banque mondiale en vue de préparer le *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 — Combattre la pauvreté* a permis de rassembler des données sur le vécu de plus de 60.000 hommes et femmes pauvres de 60 pays situés un peu partout dans le monde. Fruit de techniques de recherche qualitative participative ouverte, l'enquête (intitulée *La parole est aux pauvres*) visait à dire la pauvreté telle que la ressentent les plus démunis et à faire parler ceux que recouvrent les statistiques de la pauvreté.

Un certain nombre de conclusions se dégagent. Tout d'abord, la pauvreté a de multiples aspects et ses dimensions non économiques sont importantes. Comme elle est

toujours modelée par le contexte géographique et social, il est impératif que les mesures et les programmes destinés à la combattre prennent en compte cette spécificité. Elle est ressentie différemment par les pauvres appartenant à divers groupes ou vivant dans divers environnements, mais ce qui frappe, ce sont les points communs observés dans des pays fort différents — Russie ou Brésil, Nigéria ou Indonésie. Enfin, deux mots caractérisent la vie des pauvres : impuissance et silence, situation qui limite les choix et détermine les relations avec l'employeur, le marché, l'État et même les organisations non gouvernementales (ONG). Les institutions, aussi bien formelles qu'informelles, jouent le rôle d'intermédiaires et limitent l'accès des pauvres aux opportunités.

Ces conclusions devraient faire réfléchir tous ceux qui sont résolus à lutter contre la pauvreté. Au niveau macro- ou micro-économique, les orientations doivent refléter de manière réaliste les conditions de vie des pauvres.

Les aspects multiples de la pauvreté

Lorsque les pauvres parlent du bien-être, ils évoquent, outre la sécurité et la liberté de choisir ou d'agir, ses aspects matériels, sociaux, physiques, psychologiques et spirituels. Ainsi, pour une vieille Éthiopienne, une meilleure vie, c'est «la santé, la tranquillité d'esprit, aimer et être aimé et manger à sa faim». En Russie, «la bonne vie, c'est quand on ne se demande pas tous les jours où l'on trouvera l'argent nécessaire». Pour un Brésilien, «c'est l'union, l'absence de disputes et d'hostilité, la joie, la tranquillité d'esprit». En Thaïlande, c'est simplement «la joie : celle que donne un sentiment de paix, d'harmonie avec ce qui nous entoure».

De même, la pauvreté et le mal-être, c'est l'absence du bien-être matériel, l'insécurité, la solitude sociale, le désarroi, le manque de liberté de choisir et d'agir. Le fait de ne pas manger à sa faim ou de manquer de tout ce qui permettrait de faire face aux coups du sort revient comme un leitmotiv dans les réponses. Pour une Égyptienne, «être pauvre, c'est n'avoir rien pour gagner sa vie tout le temps. Lorsqu'on est sûr de gagner sa vie, on n'a pas besoin de demander l'aide des autres». Sauf rares exceptions, les pauvres signalent que l'insécurité et l'incertitude de l'avenir s'aggravent depuis quelques années. En Russie, selon l'un d'eux, «chaque jour, j'ai peur du lendemain». Pour une Brésilienne habitant la zone (*favela*), «on n'est sûr de rien, n'importe quand, surtout la nuit, quelqu'un peut tirer un coup de revolver». Les pauvres disent aussi qu'à la différence des riches, ils ne peuvent pas se permettre de raisonner à long terme. Pour cette Bulgare, «être pauvre, c'est vivre au jour le jour, sans argent, sans espoir». Les nouveaux pauvres des pays de l'ex-URSS disent souvent leur honte, leur colère et leur désespoir devant leur situation actuelle.

Les facteurs géographiques et sociaux modèlent la pauvreté

Des pauvres habitant le même village ou le même quartier ont parfois des priorités et des vécus qui diffèrent en fonction de divers facteurs — sexe, âge, situation familiale et appartenance ethnique. Les veuves constituent un cas particulier, notamment en Afrique et en Asie. Quel que soit le nombre d'années de mariage, elles se trouvent souvent, du jour au lendemain, jetées à la rue et dans la misère. Lorsqu'elle dit «à la mort de mon mari, ma belle famille m'a dit de partir. Alors je suis venue en ville et je dors dans la rue», cette femme d'âge moyen parle pour les veuves d'autres régions d'Afrique et d'Asie. En Amérique latine, les groupes indigènes ou d'origine africaine évoquent la discrimination qu'ils rencontrent lorsqu'ils essaient d'obtenir des prêts ou d'acheter de la nourriture sur le marché local, ou lorsqu'ils viennent voir les enseignants de leurs enfants.

Silence et impuissance

Ce qui caractérise l'existence des pauvres, c'est notamment la grande rareté des options et l'incapacité de se faire entendre ou d'influencer ou de contrôler le cours de leur vie. La pauvreté étant la conséquence de handicaps multiples intimement liés, il est très difficile d'en sortir (voir diagramme page 20). La ma-

jorité des pauvres disent que leur vie est de moins en moins sûre et qu'ils ne peuvent tirer parti des changements, en raison de la corruption, de leur manque de relations, d'actifs physiques ou financiers, d'information et de compétence.

Très souvent, les pauvres définissent la pauvreté comme l'incapacité d'agir sur leur propre existence. Pour ces vieillards nigérians, *taluchi* — la pauvreté — «c'est quand on veut faire quelque chose, mais qu'on n'a pas les moyens de le faire». Disposant de peu de ressources, les pauvres sont contraints de raisonner à très court terme. «On ne peut pas penser à l'avenir, car on ne songe qu'à une chose, survivre au présent», disent de jeunes adultes équatoriens. Souvent, les familles pauvres sont confrontées à de douloureux dilemmes : manger ou envoyer les enfants à l'école, acheter des médicaments pour un parent ou nourrir le reste de la famille, accepter un emploi dangereux ou n'avoir rien à manger. Au Brésil, faisant le lien entre le pouvoir, le contrôle et le bien-être, cette femme estime que «les riches disent «je vais le faire», et ils le font». Les pauvres, eux, ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent, ni exploiter leur potentiel.

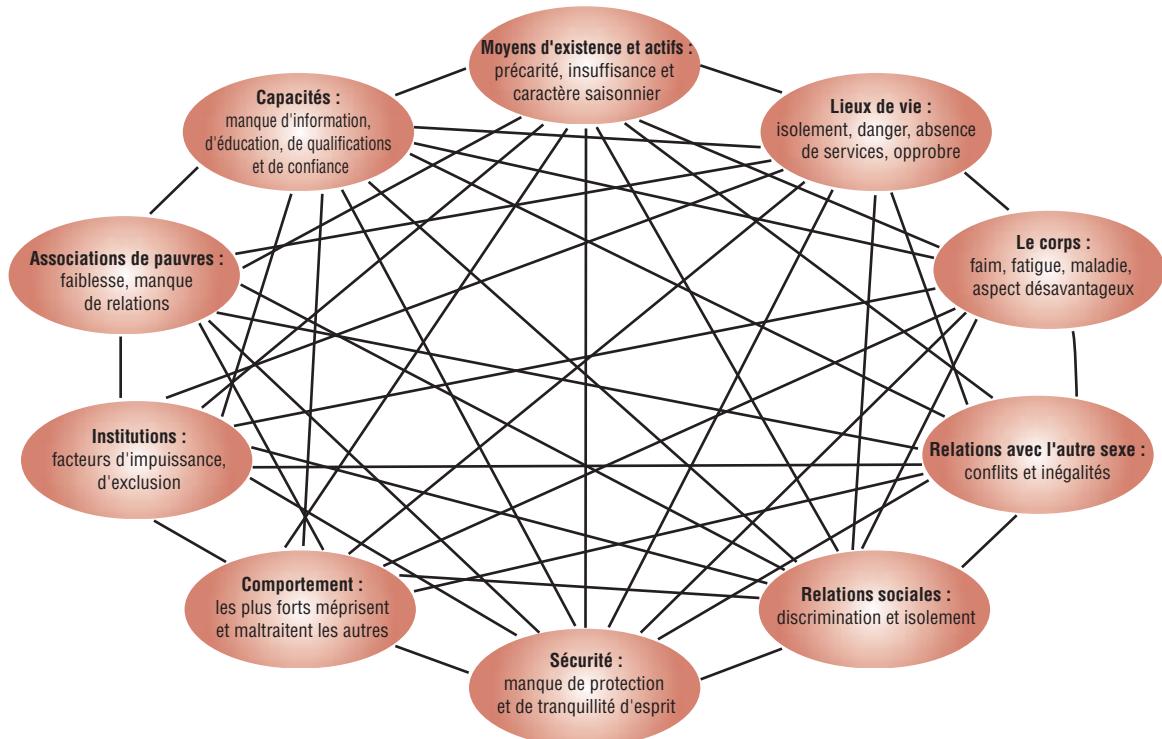
Le manque de confiance en soi est à la fois une conséquence de la pauvreté et un facteur qui agrave l'impuissance et l'impossibilité de saisir les opportunités. Un groupe de jeunes Jamaïcains place la faible confiance en soi au deuxième rang des conséquences de la pauvreté. «Quand on est pauvre, on a pas confiance en soi. On est pas instruit, on sort guère du quartier et on sait même pas se défendre sur son territoire.»

Qualité des relations avec les institutions

L'impuissance des pauvres et leur incapacité à faire entendre leur voix ressortent particulièrement de leurs relations avec les institutions formelles et informelles dont ils dépendent pour leur survie et par l'intermédiaire desquelles ils accèdent aux ressources et aux opportunités. Mais leurs interlocuteurs des secteurs privé ou public et, dans une bien moins grande mesure, la société civile ont tendance à les exclure et font souvent preuve de grossièreté, d'indifférence, de vénalité, et se comportent en exploiteurs à leur égard. Souvent, les pauvres ne peuvent compter pour leur survie ou un simple réconfort que sur leurs propres réseaux informels — les amis et la famille.

La plupart des pauvres, mais plus particulièrement les femmes, ne survivent dans le secteur informel qu'en cumulant les travaux mal rémunérés, temporaires, saisonniers et souvent physiquement épuisants, avec une sécurité de l'emploi presque nulle et sans même la garantie d'être payés. Que ce soit en Russie, en Bolivie ou en Inde, ils disent souvent qu'ils ne sont pas payés pour le travail fait et qu'ils ne peuvent pas recourir à la justice. En Russie, un homme en pleurs raconte qu'il a été payé en mayonnaise et en vodka alors qu'il lui fallait de l'argent pour acheter des médicaments — sa fille est malade. Au Malawi, des pêcheurs disent leur impuissance à négocier un salaire raisonnable avec les propriétaires des bateaux : «le problème, c'est qu'ils savent que nous ne mangeons pas à notre faim; aussi acceptons-nous n'importe quel salaire, car ils savent que nous sommes complètement désespérés ... que nous voulons empêcher nos enfants de mourir.» En Bulgarie, les femmes de plus de 25 ans racontent combien il leur est difficile de trouver un emploi, tandis que les femmes plus jeunes disent que, si elles veulent en obtenir un, elles doivent se montrer sexuellement complaisantes. Pour une

Les facettes de l'impuissance et du mal-être



Cambodgienne, «être pauvre, c'est travailler plus de dix-huit heures par jour, et pourtant ne pas gagner assez pour manger à notre faim, moi, mon mari et mes deux enfants».

Certains programmes publics sont excellents et certains fonctionnaires sont couverts de louanges, mais ce sont des exceptions. En général, les pauvres constatent qu'il leur est difficile de bénéficier des programmes publics en matière de crédit, d'éducation, de soins, ou de prestations familiales, d'invalidité ou de vieillesse. Ils décrivent dans le détail les montants et la fréquence des pots-de-vin nécessaires pour obtenir des services publics. Ils parlent d'enseignants qui n'enseignent pas, de médecins qui ne viennent pas ou qui ne reçoivent les patients que dans leur pratique privée contre paiement, d'infirmières qui exigent d'être payées, ne serait-ce que pour enregistrer les malades. Ils se plaignent des employés de banque qui déduisent au titre de «commission» de 20 à 50 % du crédit accordé, des agents de police qui oppriment et ne protègent pas, et de la justice que seuls les riches peuvent obtenir. Tel est le lot quotidien des pauvres. Ils rêvent de fonctionnaires qui les écouterait, en qui ils auraient confiance, qui ne leur mentiraient pas et qui, à défaut de les aider, les respecteraient.

Les ONG et les organisations religieuses sont appréciées, mais elles ne sont pas présentes partout. En fait, elles sont souvent considérées comme irresponsables, ou sourdes aux besoins des pauvres. Les organisations religieuses se voient souvent reprocher d'avoir *leurs pauvres à elles* et de semer ainsi la discorde dans les quartiers ou les villages.

Dans beaucoup de pays, alors que davantage de femmes doivent travailler à l'extérieur pour accroître les revenus du ménage, elles ne jouissent pas nécessairement de plus d'autonomie, de pouvoir ou de la possibilité de participer aux décisions du ménage, du quartier ou du village. Lorsque des changements

ont eu lieu, par exemple dans certains quartiers ou villages du Bangladesh et du Brésil, la société civile a joué un rôle important par sa contribution sous forme de ressources, de formations et de conseils aux femmes ou aux associations féminines. Cependant, la situation reste profondément inégale dans le ménage, comme en témoigne la fréquence des actes de violence contre les femmes. De tels actes sont signalés dans 93 % des quartiers ou des villages visités. Ils sont mentionnés dans tous les quartiers ou villages d'Europe orientale et d'Asie centrale quand la question a été abordée. Selon les propres termes d'une Bulgare, «la femme doit s'occuper de tout et, en plus, elle est battue chaque soir quand il rentre ivre».

Ce qui reste à faire

«*Un individu n'a pas la force ni les moyens de tout changer, mais si tout le système était modifié, les choses iraient mieux.*» — un pauvre de Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)

Ce ne sont pas les pauvres qu'il faut blâmer, ni ce qu'on appelle la culture de la pauvreté. Ils ne ménagent pas leur peine, ils sont remarquablement ingénieux et ils se battent sans relâche pour subvenir aux besoins de leur famille. Toutes les personnes résolues à lutter contre la pauvreté doivent se poser trois questions : comment renforcer ce qui a fait ses preuves, créer des institutions et modifier les structures institutionnelles existantes pour qu'elles aident ceux qui entreprennent de sortir de la pauvreté par leurs propres moyens? Comment accroître les relations des pauvres avec les institutions de manière à ce qu'ils fassent entendre leur voix et qu'ils participent aux programmes et aux décisions aux niveaux local, national et mondial? Comment utiliser le savoir-faire, les ressources et les pouvoirs existant à ces trois niveaux pour soutenir les propres efforts des pauvres?

Changer les mentalités. Il est nécessaire que l'état d'esprit des cadres et des experts techniques change. Au lieu de partir du principe qu'eux connaissent les meilleures solutions, ils doivent s'efforcer de comprendre la réalité de la pauvreté. Ils doivent être prêts à écouter, à apprendre des pauvres, à connaître leurs priorités et leurs actions, puis à utiliser leur savoir-faire technique pour répondre aux demandes des pauvres, que ce soit au niveau local, national ou mondial. Ils doivent constamment chercher à savoir comment vivent les ménages, les quartiers et les villages, afin que les mesures et les interventions macro- et microéconomiques destinées à venir en aide aux femmes, aux hommes ou aux enfants atteignent leur objectif. La participation au processus de décision doit être généralisée.

Investir dans les actifs des pauvres. Sans actifs, les pauvres ne peuvent pas réduire leur vulnérabilité. De même que les aspects de la pauvreté sont multiples, les actifs dont les pauvres ont besoin pour échapper à la pauvreté présentent de nombreuses dimensions. Étant donné le contexte d'impuissance susmentionné, cinq catégories d'actifs ont une importance particulière :

Les *actifs corporels* — Souvent, un pauvre ne possède rien d'autre que son propre corps. Or, il souffre souvent de faiblesse, de la faim, de la fatigue et son apparence le dessert. Pour que le corps devienne un atout plutôt qu'un élément du passif, il est nécessaire de protéger la santé des pauvres, qui doivent pouvoir accéder aux soins et bénéficier de la distribution d'eau, de l'assainissement et des moyens d'économiser l'énergie. Il faut qu'ils puissent accéder à ces services, les payer au besoin et être désireux de les utiliser.

La *capacité d'organisation* — Ceux qui savent s'organiser, se mobiliser, font entendre leur voix et défendent leurs intérêts. Les riches sont organisés, ils ont des relations. Ce n'est jamais le cas des pauvres, qui ne peuvent compter pour l'essentiel que sur leurs propres réseaux informels et fragmentaires. Des réseaux solides, des associations reposant sur l'adhésion et recrutant au-delà de la famille, du quartier ou du village sont indispensables pour aider les pauvres à obtenir d'autres actifs et d'autres ressources.

L'information — De l'avis général, l'information, c'est le pouvoir. Or, les pauvres ne peuvent pas s'informer sur leurs droits en tant que travailleurs, retraités et citoyens, ni sur les emplois, les ressources et les programmes d'aide. Les entrepreneurs sociaux ont constaté que les nouvelles technologies de l'information — Internet et téléphonie cellulaire — permettent aux pauvres d'entrer en contact entre eux et avec les marchés et les administrations et, par conséquent, d'accroître leur pouvoir de négociation. Dans les campagnes du Bangladesh, les banques Grameen prêtent aux femmes pauvres sans terre, souvent illétrées, pour l'achat de téléphone cellulaire; les pauvres des villages, dès lors qu'ils arrivent à s'informer sur les cours de leurs produits, peuvent donc négocier de meilleurs prix de vente avec les intermédiaires. En outre, le téléphone accroît le statut social des femmes qui le possèdent.



Deepa Narayan est spécialiste principale du développement social au Réseau Lutte contre la pauvreté et gestion économique de la Banque mondiale.

L'éducation — Étant donné les difficiles conditions de vie de leurs parents, les enfants pauvres peuvent rarement aller à l'école ou y rester. Presque partout, les parents souhaitent que leurs enfants fassent des études, mais calculent que cet investissement ne sera pas rémunérant. Il est nécessaire de modifier ce rapport coût/avantages de l'investissement dans l'éducation des enfants pauvres. À cette fin, on pourrait notamment accorder des bourses d'études et, au besoin, indemniser les parents de la perte de main-d'œuvre qu'entraîne la scolarisation des enfants.

Les idées et l'esprit d'entreprise — Au niveau national et mondial, des lois protègent la propriété, notamment la propriété intellectuelle.

Dans un contexte de mondialisation rapide, le

savoir des pauvres — par exemple la connaissance des plantes, la médecine traditionnelle ou les techniques de construction locales — doit être protégé si l'on veut qu'eux aussi bénéficient de leurs idées et de leurs pratiques. Il est nécessaire que leurs droits de propriété soient déposés.

Des banques, des fonds d'investissement et des sociétés de capital-risque permettent aux riches d'exploiter leurs idées et de valoriser leur esprit d'entreprise, mais il n'existe rien de tel pour les pauvres. Des services financiers, des sociétés de capital-risque et des programmes de microassurance sont donc nécessaires pour que les pauvres, employés essentiellement dans le secteur informel, puissent exploiter leurs idées et valoriser leurs initiatives.

Améliorer la gestion. Les pauvres le savent : leur survie dépend de ressources qui sont aux mains des autres. Leurs options étant très restreintes, ils doivent subir en silence l'exploitation et les mauvais traitements, même lorsqu'on leur donne la possibilité de les dénoncer. Selon les propres termes d'un Ouzbek, «un chien ne trahit pas son maître». La corruption et la mauvaise administration des affaires publiques sont pour eux des réalités quotidiennes. Pour que cette situation change, il est nécessaire d'investir dans des réformes destinées à rendre les administrations efficaces, participatives, transparentes et sensibles aux besoins de la population. Sans un solide réseau d'associations de pauvres ni une société civile vigoureuse, il n'y aura pas réellement de bonne gestion des affaires publiques aux plans local, national et mondial. Le mot de la fin, qu'il reste à ce pauvre d'Argentine : «*Si nous ne nous organisons et ne nous unissons pas, nous ne pourrons rien demander.*» **F&D**

Cet article s'appuie sur les conclusions présentées dans trois publications : Global Synthesis, Consultations with the Poor, de Deepa Narayan, Robert Chambers, Meera Shah et Patti Petesch (Washington, Banque mondiale, 1999); Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?, de Deepa Narayan, avec Raj Patel, Kai Schafft, Anne Rademacher et Sarah Koch-Schulte (New York, Oxford University Press pour la Banque mondiale, 2000); Voices of the Poor: Crying Out for Change, de Deepa Narayan, Robert Chambers, Meera Shah et Patti Petesch (New York, Oxford University Press pour la Banque mondiale, 2000). Les trois textes peuvent être consultés sur les sites <http://www.worldbank.org/poverty/voices/reports.htm>. En outre, les deux derniers peuvent être commandés sur le site extérieur de la Banque mondiale (www.worldbank.org/publications), ou par téléphone (1-800-645-7247).